

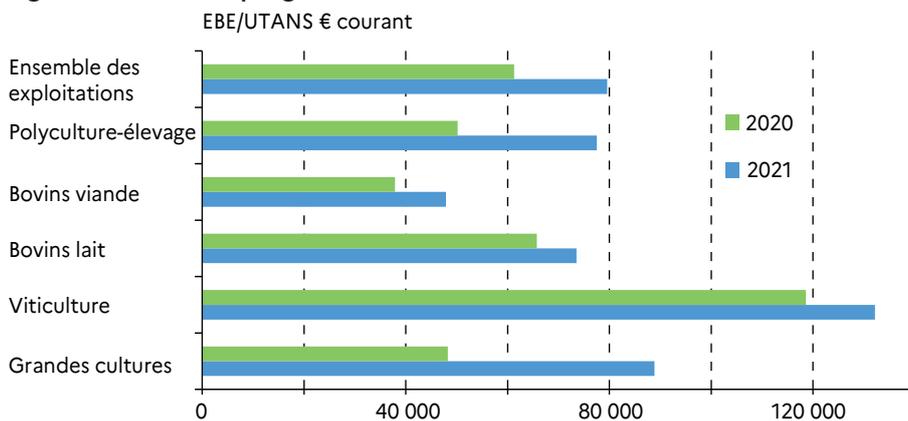
Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA)

Une forte hausse des résultats des exploitations en 2021 en Bourgogne-Franche-Comté

En 2021, malgré des événements climatiques défavorables pour la vigne et certaines cultures et la persistance de la crise sanitaire, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des exploitations agricoles atteint en moyenne 79 600 € par actif non salarié soit une importante progression. L'augmentation est particulièrement marquée en Grandes cultures. Cependant, la dispersion des revenus reste très importante dans notre région pour un même système de production, compte tenu de spécificités locales marquées, liées notamment à l'existence d'Appellation d'Origine Protégée. Si les subventions d'exploitation sont stables en moyenne, le montant des aides de crises progressent fortement dans le contexte de la crise sanitaire du covid-19. Grâce à la hausse de l'EBE, le montant du revenu disponible par exploitation augmente.

Après une année 2020 stable, les résultats des exploitations de Bourgogne-Franche-Comté sont en très forte hausse en 2021. En effet, l'excédent brut d'exploitation (EBE) par actif non salarié s'établit à 79 600 € et progresse de 30 % par rapport à 2020. Le résultat courant avant impôts (RCAI) par équivalent temps plein (ETP) non salarié s'élève à 49 400 € (+ 51 %). (Figures 1 et 2)

Figure 1 - Très forte progression de l'EBE de 2020 à 2021



Source: Agreste - RICA

Figure 2 - Très forte progression de l'EBE en Grandes cultures et en polyculture élevage en 2021

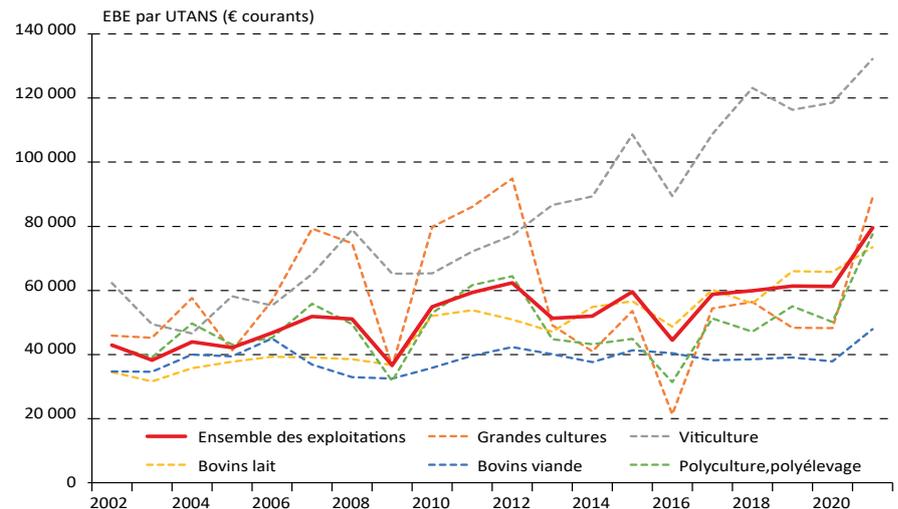
| Orientation technico économique | EBE | EBE par UTANS | Évolution 2021/2020 | RCAI par UTANS | Évolution 2021/2020 |
|---------------------------------|---------|---------------|---------------------|----------------|---------------------|
| Grandes Cultures | 116 173 | 88 887 | 84 % | 60 423 | 204 % |
| Viticulture | 185 406 | 132 183 | 11 % | 96 578 | 16 % |
| Bovins lait | 126 582 | 73 536 | 12 % | 38 443 | 11 % |
| Bovins viande | 60 430 | 47 919 | 26 % | 21 835 | 48 % |
| Polyculture,polyélevage | 128 427 | 77 541 | 55 % | 45 064 | 120 % |
| Ensemble des exploitations | 115 268 | 79 573 | 30 % | 49 408 | 51 % |

Source: Agreste - RICA

Une hausse exceptionnelle en Grandes cultures

En 2021 en Bourgogne-Franche-Comté, les pluies ont compliqué les semis des cultures d'automne et le gel printanier a malmené les parcelles de céréales. En outre, la récolte est retardée par une forte pluviosité et la qualité du blé est très hétérogène. Néanmoins, le rendement du blé de 64 q/ha est conforme à la moyenne quinquennale et celui de l'orge d'hiver à 65 q/ha plus élevé. C'est également le cas pour le colza. Grâce à des conditions climatiques favorables aux semis de printemps et à des pluies régulières tout au long de l'été, les rendements des cultures de printemps et d'été sont en forte hausse. Ainsi, à 97 q/ha, le rendement du maïs est de 29 q/ha au-dessus de la moyenne quinquennale. En outre, les cours des céréales et des oléoprotéagineux sont en très forte augmentation. En effet, après une année 2020 marquée par la pandémie de Covid, l'économie mondiale connaît une forte reprise. Ainsi, à 240 €/t en moyenne en 2021, le prix du blé se situe 50 €/t au-dessus du cours de 2020. La hausse du colza est encore plus spectaculaire, passant de 409 à 568 €/t. Concernant les charges de structure des exploitations de grandes cultures, elles sont globalement bien maîtrisées, augmentant seulement de 3 %. Si les dotations aux amortissements, représentant 30 % des charges de structure, diminuent sur l'exercice, le poste « carburants » augmente significativement (+ 24 %). Les charges d'engrais, produits phytosanitaires et semences, représentant plus de 80 % des charges opérationnelles, diminuent très légèrement (- 2 %). Ainsi, l'EBE par actif non salarié des exploitations de Grandes cultures atteint

Figure 3 - Évolution de l'EBE par UTANS de 2002 à 2021



Source: Agreste - RICA

88 900 €, soit 84 % au-dessus de 2020.

Forte baisse de la production mais hausse du revenu en Viticulture

Pour les vigneronnes de Bourgogne-Franche-Comté, 2021 restera comme l'année du gel. Après un début d'année favorable au développement précoce de la végétation, une vague de froid accompagnée de gelées s'est abattue sur la région début avril. Les potentiels de production sont parfois fortement affectés. Dans l'Yonne, la grêle succède au gel. Dans le Jura, la fraîcheur du mois de mai engendre une nouvelle perte du potentiel. Ainsi, la baisse de production va de - 60 % dans le Jura à - 33 % en Côte-d'Or, en passant par - 39 % en Saône-et-Loire et dans l'Yonne. Les exportations de vins AOP de Bourgogne sont en très forte augmentation. En outre, le très bas niveau de la production est largement compensé par la flambée des prix des vins qui en découle. Les cours des Bourgogne rouges affichent une hausse de 29 % et les Blanc de 173 %. Au niveau des charges conditionnant également l'EBE, les charges de

structure diminuent de - 13 % en viticulture, liées notamment à une baisse remarquable de la rémunération et des charges sociales de personnel du fait d'une récolte moindre nécessitant moins de main d'œuvre saisonnière. Les charges opérationnelles liées au processus de production annuel du vin sont aussi bien maîtrisées et diminuent de 13 % en 2021 au regard de 2020. Finalement à 132 200 €, l'EBE par actif non salarié des viticulteurs de la région augmente de 11 %.

Augmentation des prix et hausse du revenu en Bovins lait

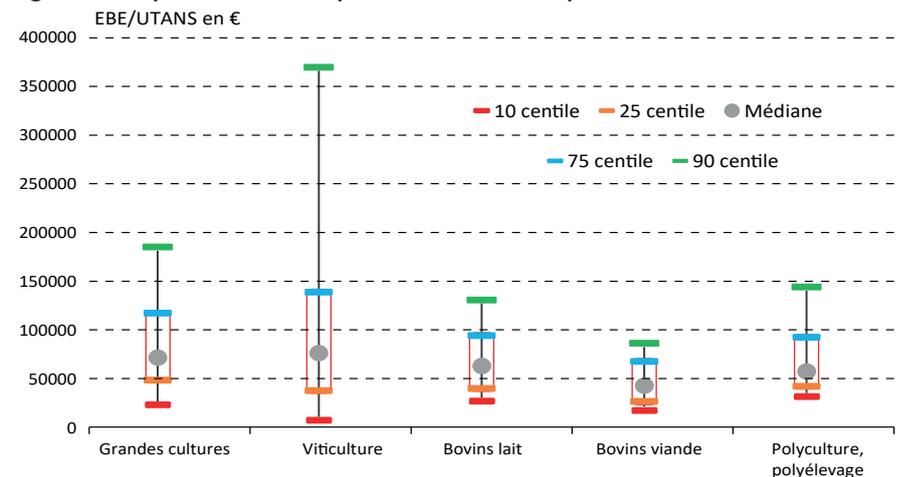
En 2021, les livraisons de lait sont en légère diminution en Bourgogne-Franche-Comté à -1%. Cependant, les disparités sont importantes entre une baisse pour le lait conventionnel de 4,5 % et une hausse pour le lait AOP du massif du Jura de 2,1 %. En 2021, le prix du lait conventionnel augmente de 3 %. Ainsi, la production de l'exercice augmente de 13 % entre 2020 et 2021 (+ 30 200 €). Malgré la hausse du prix de l'aliment et des carburants, la progression des charges est plus limitée. Ainsi, les consommations intermédiaires s'établissent à 146 700 € soit + 15 400 € et + 11 %.

Enfin, les subventions des éleveurs laitiers augmentent grâce aux aides du second pilier. Du côté des charges de structure, elles sont en hausse de 11 % avec l'augmentation des dotations aux amortissements et la hausse du coût des carburants. Les charges opérationnelles progressent aussi de + 13 %, évolution principalement attribuable à la hausse du prix des aliments concentrés (+ 12 %), indexés sur celle des céréales, ainsi qu'à la hausse des produits et honoraires vétérinaires (+ 26 %). Finalement, l'excédent brut d'exploitation atteint 73 500 € par actif non salarié (+ 12 %).

Une année 2021 favorable aux éleveurs de bovins viande

En 2021, les éleveurs de bovins viande ont fait pâturer leurs troupeaux dans des prés régulièrement arrosés, même en été, contrairement aux 3 années précédentes. Ainsi, la production d'herbe tout au long de l'été a permis de limiter les achats de foin. La hausse des consommations intermédiaires est limitée à 4 000 €. Sur le marché du maigre, le cours du broutard est bas en janvier mais progresse jusqu'à la mi-juin. Sur le marché des gros bovins, les cours sont en hausse avec une reprise de la consommation hors foyer après le Covid. Les charges de structures progressent de + 12 % pour les mêmes raisons que les exploitations laitières : augmentation des amortissements liés à de nouveaux investissements et hausse des prix des carburants. Cependant, en 2021, les charges opérationnelles sont bien maîtrisées. Avec un été 2021 pluvieux propice à la pousse de l'herbe, le recours à des achats de fourrages est resté très limité et les charges inhérentes ont diminué de - 28 % dans les exploitations spécialisées bovins viande. Les achats d'ali-

Figure 4 - Dispersion de l'EBE par UTANS selon les productions en euros de 2021



Note de lecture : En "grandes cultures", 10% des agriculteurs ont un EBE par UTANS inférieur ou égal de 23 078 €, 25% ont un EBE par UTANS inférieur ou égal à 48 449 €, la moitié inférieur ou égal à 71 489 €, les trois quarts inférieur ou égal à 117 209 € et 90 % inférieur ou égal à 185 551 €.

Source: Agreste - RICA

ments concentrés ont aussi diminué (- 12 %). Ainsi, la production de l'exercice augmente de 26 000 € et l'EBE par actif non salarié de 26 %, soit 47 900 €. (Figure 3)

En Polyculture élevage, les voyants sont au vert

L'EBE par actif non salarié des Polyculteurs éleveurs de Bourgogne-Franche-Comté s'établit à 77 500 €, soit + 54 % par rapport à 2020. Ils bénéficient comme les céréaliers de la très forte hausse du prix des céréales et des oléoprotéagineux mais de façon plus atténuée compte tenu de la présence de l'élevage. La hausse du cours des bovins maigres, des JB et de la vache de réforme allaitante leur est également favorable. Dans ces élevages, la progression des consommations intermédiaires, dont l'aliment du bétail, atteint + 13 % soit une hausse de 17 700 €.

D'importantes disparités de revenus entre exploitations en Bourgogne-Franche-Comté

Dans la région, la dispersion des résultats économiques est importante quelle que soit l'orientation technico-économique. (Figure 4)

C'est en viticulture qu'elle est la plus marquée. Ainsi, si 10 % des viticulteurs ont un EBE inférieur ou égal à 7 120 € par actif non salarié, pour 10 % d'entre eux, il atteint ou dépasse 370 140 €. En effet, les viticulteurs de Côte-d'Or bénéficient de prix de vente très élevés et d'une renommée, et vendent directement au domaine ou à l'export à des tarifs très intéressants. Ils cohabitent avec ceux de Saône-et-Loire qui vendent majoritairement à des coopératives à des prix bien plus faibles. Concernant la variabilité de revenu en élevage laitier, elle provient essentiellement du fait que les producteurs de lait AOP du massif du Jura vendent leur lait en moyenne à 610 € les 1 000 litres contre 385 € chez les producteurs de lait conventionnel. En grandes cultures, la localisation provoque des écarts marqués. En effet, les rendements sont très différents si les sols sont profonds avec de bonnes réserves utiles comme dans la plaine de Saône et au nord de l'Yonne, ou au contraire en sols argilo-calcaires superficiels sur les plateaux de Bourgogne. Ainsi, 10 % des céréaliers ont un EBE supérieur ou égal à 185 600 € alors que 10 % d'entre eux ont un EBE inférieur ou égal à 23 100 €.

Figure 5 - Montant des subventions d'exploitation en 2021 et évolution par rapport à 2020

| Orientation | Grandes cultures | Viticulture | Bovins lait | Bovins viande | Polyculture polyélevage | Ensemble des exploitations |
|--|------------------|---------------|---------------|---------------|-------------------------|----------------------------|
| Montant total subventions d'exploitation | 88 793 | 40 441 | 87 778 | 88 692 | 120 397 | 85 220 |
| Évolution 2021/2020 | 2,3 % | -0,9 % | 4,6 % | -0,2 % | 0,0 % | 1 % |
| dont Montant aides premier pilier | 51 333 | 13 903 | 37 346 | 39 023 | 60 922 | 42 247 |
| Évolution 2021/2020 | 0 % | -41 % | -1 % | 4 % | -6 % | -9 % |
| dont Montant total second pilier | 31 942 | 9 536 | 41 925 | 37 000 | 44 810 | 33 743 |
| Évolution 2021/2020 | 17 % | 1 % | 22 % | 5 % | -15 % | 6 % |
| dont Total autres aides communautaires et nationales | 5 518 | 17 002 | 8 507 | 12 670 | 14 666 | 13 160 |
| Évolution 2021/2020 | 61,3 % | 125,1 % | 106,5 % | -12,2 % | 33,9 % | 62,9 % |

Source: Agreste - RICA

En élevage bovins viande, des écarts existent entre les naisseurs et les naisseurs-engraisseurs mais aussi selon le type de fourrages consommés par les animaux (ensilage de maïs ou herbe) et la quantité d'aliments achetés à l'extérieur. L'autonomie alimentaire et la bonne technicité, dans un contexte de hausse des charges d'élevage, conditionne beaucoup le revenu des exploitations.

Des subventions d'exploitations stables entre 2020 et 2021

En 2021, le montant moyen des subventions d'exploitation s'établit à 85 200 €, en hausse de 1 % sur 2020. (Figure 5) Si les aides du premier pilier baissent de 9 % celles du second pilier augmentent de 6 %. Ces évolutions sont variables selon l'orientation technico-économique des exploitations. Ainsi, les éleveurs laitiers bénéficient d'une hausse de 22 % du second pilier, les céréaliers de 17%, alors que chez les polyculteurs-éleveurs elles sont en baisse de 15 %. Cela provient essentiellement de l'augmentation du nombre d'exploitations ayant souscrit des MAEC entre 2020 et 2021, et dans une moindre mesure de l'augmentation du nombre d'exploitations AB ou en conversion. La partie des

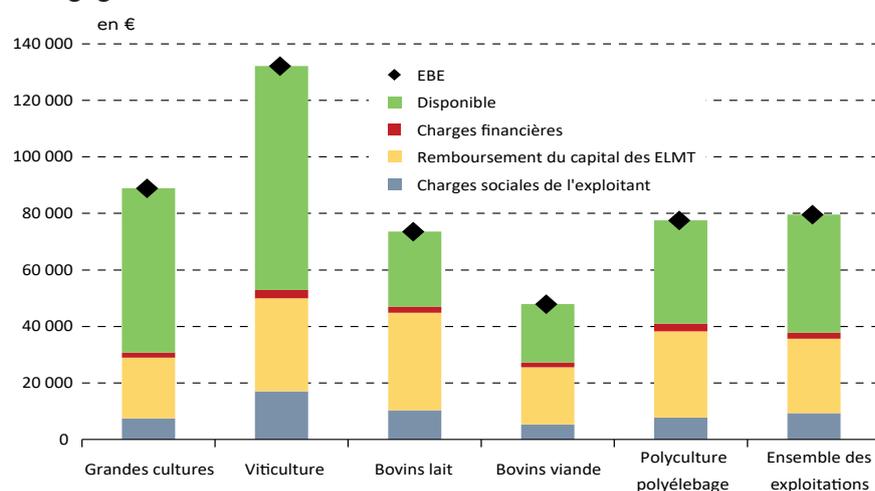
subventions d'exploitation qui ne relèvent pas des premiers et second piliers de la PAC (aides de crise, calamités agricoles et autres subventions publiques nationales) est en forte hausse (+ 63 %). Le montant moyen atteint 13 160 € par exploitation soit 7 000 € de plus qu'en 2020. Ainsi, les autres aides de l'Etat passent de 2 600 à 5 975 € par exploitation en moyenne. Ces dernières correspondent aux subventions du plan de relance et celles du fonds de solidarité, mises en place dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et dont les montants versés aux agriculteurs sont en nette hausse. C'est particulièrement le cas pour les viticulteurs (+ 10 800 € par domaine viticole en moyenne). Le

montant des indemnités au titre des calamités agricoles destinées à compenser les pertes liées au gel ou à la sécheresse augmente dans une moindre mesure (+ 420 € par exploitation en moyenne). En effet, les agriculteurs avaient également bénéficié de ces aides en 2020.

Une forte hausse du solde disponible en 2021

Après la stabilité des résultats entre 2019 et 2020, la forte hausse en 2021 conduit à une progression importante du solde disponible. (Figure 6) Une fois les annuités d'emprunts à long et moyen terme (remboursement du capital emprunté et intérêts des emprunts) et les cotisations

Figure 6- Le solde disponible stable en moyenne dans les exploitations de Bourgogne-Franche-Comté



Source: Agreste - RICA

sociales de l'exploitant déduites de l'EBE, le solde disponible par actif non salarié atteint 42 000 €, soit + 45 % par rapport à 2020. Ce disponible permet de rémuné-

rer l'exploitant et d'autofinancer les investissements de l'exploitation, permettant ainsi de la développer. Ce disponible varie fortement selon le système d'exploita-

tion, de 79 300 € en viticulture à 20 700 € en bovins viande. Il est multiplié par plus de 4 en Grandes cultures cette année et passe de 14 200 à 58 100 €.

Figure 7 - Caractéristiques des exploitations, soldes intermédiaires de gestion et ratios en 2021

| 2021 | Grandes cultures | Viticulture | Bovins lait | Bovins viande | Polyculture polyélevage | Région | France |
|---|------------------|----------------|----------------|---------------|-------------------------|----------------|---------------|
| Nombre d'exploitations dans l'échantillon | 86 | 113 | 116 | 83 | 52 | 529 | 7412 |
| Caractéristiques générales | | | | | | | |
| Surface Agricole Utilisée (SAU) | 171,8 | 14,2 | 123,4 | 153,1 | 201,7 | 127,2 | 90,6 |
| Surface fourragère principale | 22,4 | 0,5 | 107,8 | 138,9 | 113,6 | 73,1 | 39,6 |
| Surface céréales | 102,2 | 2,2 | 14,7 | 13,6 | 65,7 | 38,1 | 32,6 |
| Surface cultures industrielles | 42,0 | 0,8 | 0,9 | 0,6 | 19,1 | 12,5 | 10,4 |
| Surface vigne (vins de qualité) | 0,0 | 9,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,7 | 2,3 |
| UGB totale (Unités Gros Bovins) | 14,8 | 0,0 | 104,9 | 151,3 | 142,4 | 85,4 | 78,8 |
| UTA totale (Unités de travailleurs annuels) | 1,5 | 3,8 | 2,0 | 1,4 | 2,1 | 2,1 | 2,0 |
| <i>dont UTA non salariés</i> | 1,3 | 1,4 | 1,7 | 1,3 | 1,7 | 1,4 | 1,4 |
| UTA totales (unités travailleur annuel) | 1,6 | 4,5 | 1,9 | 1,4 | 2,2 | 2,2 | 2,0 |
| <i>dont UTA non salariés</i> | 1,4 | 1,6 | 1,7 | 1,2 | 1,7 | 1,5 | 1,4 |
| Financement et éléments du bilan | | | | | | | |
| Autofinancement | 73 368 | 74 220 | 50 805 | 35 060 | 93 192 | 59 571 | 49 116 |
| Ensemble des stocks | 89 013 | 351 097 | 63 417 | 87 040 | 119 449 | 130 743 | 107 235 |
| Total actif circulant (fin d'exercice) | 207 476 | 620 604 | 180 754 | 156 404 | 240 228 | 260 156 | 215 480 |
| Total actif immobilisé (net) | 203 083 | 304 534 | 466 944 | 325 282 | 434 310 | 321 554 | 280 362 |
| Capitaux propres | 229 686 | 534 842 | 332 694 | 308 867 | 352 308 | 329 077 | 290 764 |
| Ensemble des dettes LMT et CT | 183 268 | 394 634 | 316 390 | 173 715 | 323 168 | 254 626 | 207 088 |
| Soldes intermédiaires de gestion | | | | | | | |
| Production de l'exercice | 217 411 | 404 226 | 255 397 | 107 800 | 265 313 | 234 931 | 224 753 |
| + Rabais, remises, ristournes obtenus | 468 | 267 | 145 | 54 | 378 | 240 | 294 |
| - Consommations intermédiaires | 111 313 | 114 176 | 146 734 | 85 743 | 157 682 | 118 512 | 131 541 |
| - Assurances | 12 050 | 14 504 | 9 790 | 7 372 | 12 545 | 10 639 | 8 085 |
| Valeur ajoutée hors fermage | 94 517 | 275 813 | 99 018 | 14 739 | 95 464 | 106 020 | 85 421 |
| + Subventions d'exploitations reçues | 43 250 | 10 232 | 48 864 | 65 523 | 65 137 | 44 894 | 33 683 |
| + Indemnités d'assurance | 4 384 | 10 403 | 1 434 | 1 999 | 4 287 | 4 106 | 2 982 |
| - Loyers, fermage, métayage (charges) | 18 324 | 45 615 | 14 575 | 17 256 | 21 572 | 21 684 | 14 300 |
| - Ensemble des impôts et taxes | 2 443 | 2 371 | 1 708 | 951 | 2 367 | 1 868 | 2 137 |
| - Charges salariales | 5 210 | 63 057 | 6 452 | 3 624 | 12 522 | 16 200 | 14 630 |
| Excédent Brut D'exploitation | 116 173 | 185 406 | 126 582 | 60 430 | 128 427 | 115 268 | 91 020 |
| + Transferts de charge | 0 | 101 | 1 | 0 | 0 | 18 | 52 |
| + Autres produits de gestion courantes | 121 | 285 | 310 | 61 | 322 | 200 | 175 |
| - Autres charges de gestion courantes | 14 | 409 | 30 | 11 | 56 | 96 | 66 |
| - Dotations aux amortissements | 35 359 | 46 640 | 57 271 | 30 945 | 50 025 | 41 171 | 33 161 |
| Résultat d'exploitation | 80 935 | 139 152 | 69 621 | 29 546 | 78 724 | 74 314 | 58 086 |
| + Produits financiers | 386 | 385 | 310 | 116 | 398 | 333 | 533 |
| - Charges financières | 2 351 | 4 072 | 3 756 | 2 126 | 4 485 | 3 076 | 2 802 |
| Résultat courant | 78 971 | 135 465 | 66 174 | 27 536 | 74 638 | 71 571 | 55 818 |
| RCAI par UTANS | 60 423 | 96 578 | 38 443 | 21 835 | 45 064 | 49 408 | 41 165 |
| Charges sociales | 9 804 | 23 909 | 17 835 | 6 724 | 12 751 | 13 424 | 10 963 |
| Revenu disponible par UTANS | 58 104 | 106 928 | 25 020 | 33 945 | 41 356 | 45 758 | 39 713 |
| Ratios | | | | | | | |
| Taux d'endettement | 44 % | 42 % | 49 % | 36 % | 48 % | 44 % | 42 % |
| Charges appro/ha SAU | 432 | 2 963 | 700 | 307 | 482 | 534 | 843 |
| Charges courantes/ha SAU | 1 089 | 20 506 | 1 947 | 967 | 1 295 | 1 675 | 2 280 |
| EBE/Produit brut | 44 % | 44 % | 41 % | 34 % | 38 % | 40 % | 35 % |
| Annuités/EBE | 25 % | 27 % | 49 % | 45 % | 42 % | 35 % | 35 % |

Source: Agreste - RICA

Méthodologie :

Les résultats économiques présentés sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon national d'exploitations agricoles dans le cadre du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA). Cet échantillon compte 7 412 exploitations en 2021 qui représente les exploitations moyennes et grandes. En Bourgogne-Franche-Comté, l'échantillon compte 529 exploitations qui représente 20 500 petites, moyennes et grandes exploitations. Les résultats de chaque exploitation sont pondérés selon la taille et l'OTEX.

Définitions :

Production de l'exercice : Ventes de marchandises, de biens et services + ou – Variation d'inventaire de biens + Production immobilisée + Production autoconsommée + Autres (Produits nets partiels sur opérations à long terme)

Consommations intermédiaires : Charge d'approvisionnements (Engrais et amendements, Semences et plants, Produits phytosanitaires, Aliments du bétail, Produits vétérinaires et de reproduction, Carburants, lubrifiants, combustibles, Autres fournitures y c eau gaz électricité) + Achats de service extérieurs à l'exploitation et nécessaires pour le cycle de production.

Excédent Brut d'Exploitation : Production + Subventions d'exploitation – Consommations intermédiaires – Charges de personnel – Impôts et taxes. Son calcul ne prend pas en compte les dotations aux amortissements et les éléments financiers et exceptionnels. Il traduit la capacité du chef d'exploitation à « gagner de l'argent » en faisant son métier. L'EBE représente la capacité financière de l'entreprise. C'est la ressource financière qui permet de rembourser les annuités d'emprunt et les frais financiers. Ce qui reste constitue le revenu disponible permettant de couvrir les prélèvements privés, l'autofinancement des investissements et une marge de sécurité en cas d'imprévu.

Solde disponible : EBE – Charges financières – Remboursement du capital des emprunts à long et moyen terme – Charges sociales de l'exploitant.

Pour en savoir plus

- Agreste - Primeur n°2022-14 du 15/12/2022 : Une forte hausse des résultats économiques en 2021 pour le secteur agricole - Résultats économiques des exploitations en 2021
- Agreste - Dossier N°2022-3 : Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation-Session du 15 décembre 2022 - Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2022. Résultats économiques des exploitations 2021.



www.agreste.agriculture.gouv.fr

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Forêt de Bourgogne-Franche-Comté

Service Régional de l'Information Statistique et Économique
4 bis Rue Hoche - BP 87865 - 21078 Dijon Cedex
Mél : srise.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.fr
Tél : 03 39 59 42 12

Directrice : Marie-Jeanne Fotré-Muller
Directeur de la publication : Florent Viprey
Rédacteurs : Jean-Baptiste de Boutray, Laurence Malet
Composition : Yves Lebeau
Dépot légal : À parution
ISSN : 2681-9031
© Agreste 2023